

français, soit en s'alliant avec l'Allemagne contre la Russie et l'Angleterre, soit en se coalisant avec la Russie contre l'Angleterre et l'Autriche. Dans le premier cas, la France aurait obtenu des développements en Savoie, en Suisse et dans les provinces prussiennes rhénanes par des concessions accordées à l'Autriche en Italie et dans le bas Danube, et sur le littoral de l'Adriatique.

Dans le second cas, la France aurait étouffé l'Autriche entre elle et la Russie. elle aurait débordé librement en Italie, repris la Belgique et les frontières du Rhin, influé en Espagne. Constantinople, la mer Noire, les Dardanelles, l'Adriatique concédés à l'ambition russe lui auraient assuré ces accroissements. L'alliance russe c'est le cri de la nature. c'est la révélation des géographies. c'est l'alliance de guerre pour les éventualités de l'avenir de deux grandes races. c'est l'équilibre de paix par deux grands poids aux extrémités du continent contenant le milieu et reléguant l'Angleterre comme une puissance satellite sur l'Océan et en Asie. La restauration par sa nature monarchique et anti-révolutionnaire donnait des gages à l'une ou à l'autre de ces alliances. elle était de la famille légitime des rois. elle avait la parenté des trônes, elle ne pouvait pas les menacer sans renverser sa propre nature.

IX.

La dynastie d'Orléans aurait bien voulu porter en elle ces conditions de sécurité morale pour les maisons régnantes et se naturaliser vite dans les familles souveraines, mais elle avait deux taches qui la faisaient reconnaître et qui la faisaient craindre. Une apparence d'usurpation dans son avènement au trône et une nature semi-révolutionnaire dans son élection populaire de 1830. La Russie repoussait ses avances. l'Autriche faisait payer cher sa tolérance. la Prusse l'observait. l'Angleterre seule l'acceptait, mais à des conditions de subalternité et quelquefois de complicité humiliante avec la politique britannique. odieuse à la révolution qu'elle avait dérobée, suspecte aux peuples qui n'espéraient rien d'elle, inquiétante pour les rois qui lui reprochaient un trône usurpé, elle ne pouvait avoir qu'une politique isolée, personnelle, temporaire, des trêves avec tout le monde, des alliances avec personne. Sa chute même en alarmant les rois leur causait une sorte de satisfaction secrète en contradiction avec leur intérêt, mais en concordance avec leur nature. il y avait de la vengeance dans cette joie des maisons régnantes. La révolution de Février était à leurs yeux comme une expiation. leur politique souffrait, leur cœur se dilatait.

La Russie, qui n'avait aucun contact avec la France, ne se troublait pas beaucoup d'une révolution à Paris. elle était trop convaincue de l'impossibilité matérielle d'une intervention de la France en Pologne, tant que l'Allemagne n'ouvrirait pas la route et ne serait pas l'auxiliaire de l'indépendance des Polonais.

L'Autriche devait s'alarmer. mais l'homme d'État éminent qui gouvernait depuis trente-trois ans la monarchie autrichienne, le prince de Metternich, avait depuis longtemps une politique sénile qui assoupissait tout autour de lui et qui laissait la fatalité monarchique gouverner à sa place. Homme expérimenté mais lassé, il avait vu si souvent fuir et revenir la fortune de l'Autriche qu'il ne s'occupait plus de ses mouvements. aussi la Hongrie, la Croatie, la Gallicie, la Bohême et l'Italie se décomposaient-elles rapidement sous sa main et l'influence de la maison d'Autriche touchait-elle à sa décadence. La République agitait sans la dissiper cette somnolence.

La Prusse était le point sensible vivant et actif de ce côté. C'est sur le cabinet prussien que l'Angleterre appuyait le levier de sa diplomatie continentale. C'est aussi par cette cour que la Russie agissait sur l'Allemagne, mais les populations prussiennes inquiètes de l'ascendant britannique chez elles, humiliées de l'omnipotence russe, travaillées

de l'ambition de gouverner l'Allemagne, et pénétrées par leur province rhénane de la contagion des idées libérales et constitutionnelles, penchaient vers la France. elles entraînaient de ce côté leurs hommes d'État. La République leur paraissait l'avènement d'une double destinée pour la Prusse : le système constitutionnel au lieu de la monarchie militaire. l'ascendant sur l'Autriche au lieu d'un rôle secondaire peu en rapport avec leur armée et leur civilisation. L'inquiétude que la Prusse pouvait concevoir sur les provinces du Rhin ne l'emportait pas sur ces joies de l'ambition nationale. Dût-elle perdre ses provinces rattachées au centre français, elle entrevoyait des compensations en Allemagne dans le Hanovre, dans le Holstein et ailleurs.

X.

Quant à l'Angleterre elle avait été favorable d'abord à la dynastie d'Orléans parce que cette dynastie mal assise devait faire longtemps osciller la France, et tenir l'Europe dans un système d'indécision et d'ombrage dont le cabinet britannique aurait à profiter pour sa puissance. mais le ministère de M. Thiers en 1840 en menaçant vainement l'Angleterre de lui disputer sa route naturelle aux Indes, et son ascendant nécessaire en Égypte, avait aliéné l'Angleterre, irrité l'esprit national des deux

peuples fait revivre d'anciens préjugés, et jaillir d'anciennes colères mal éteintes. Ce ministère il est vrai avait sagement reculé devant la guerre au dernier moment et fini la querelle par la note humiliée du 8 octobre. Mais la défiance était restée dans la réconciliation.

L'Angleterre avait vu le roi élever ses fortifications de Paris et encourager de la voix et du geste le chant de la *Marseillaise* ce tocsin des guerres extrêmes. elle s'était rejetée davantage vers la Russie. le ministère de M. Guizot lui avait fait d'abord toutes les concessions pour regagner sa confiance. ce ministre cher d'abord à l'Angleterre parce qu'il semblait avoir été formé sur le modèle des hommes d'État de la Grande-Bretagne, et parce qu'il prenait avec une grande hauteur d'attitude et de talent le rôle d'un tory de la révolution, avait perdu aussi dans l'esprit des Anglais.

Ambassadeur à Londres pendant le ministère guerroyant de M. Thiers, M. Guizot avait été dans la situation éminemment fautive d'un homme qui veut la paix et qui menace de la guerre ses amis pour une mauvaise cause. rappelé en France par le roi, et par les conservateurs pour réparer des fautes dont il avait été lui-même le complice comme membre de la coalition parlementaire à Paris et comme ambassadeur de M. Thiers à Londres, sa situation était fautive en France et

plus fautive encore à Londres. il lui fallait à la fois maintenir et répudier jusqu'à un certain point ce qu'il avait dit à la tribune dans l'opposition et ce qu'il avait fait à Londres comme agent du ministère de 1840. et il lui fallait en même temps rassurer, caresser, pacifier le parti conservateur dont il était redevenu le chef. il n'y a pas de génie humain qui soit à la hauteur d'une fautive situation. M. Guizot donnant pleine raison à l'Angleterre maintenant sur la question d'Égypte, était poussé par le besoin de reconquérir une certaine popularité contre l'Angleterre ailleurs, à l'inquiéter par une lutte d'influence en Espagne. il servait ou il flattait par là aussi l'ambition de famille du roi. il lui laissait entrevoir une couronne de plus à Madrid pour sa maison.

Le mariage impolitique du duc de Montpensier avec la sœur de la reine d'Espagne, préparé comme une intrigue, découvert tout à coup comme un piège, proclamé ensuite comme une victoire avait vivement offensé l'Angleterre. Ce refroidissement de l'Angleterre avait poussé le cabinet des Tuileries à se rapprocher de l'Autriche en lui faisant dans les affaires de la Suisse des concessions contraires à la sécurité de la France, à l'indépendance des peuples et encore plus à l'esprit de la révolution. Le mariage du duc de Montpensier avec la princesse espagnole devait inévitablement aboutir à une rupture.

avec l'Angleterre et à une guerre de succession, où la France aurait à prodiguer ses trésors et son sang pour un intérêt purement dynastique. Ce mariage portait en soi de tels germes de destruction pour la politique et pour le trône même de Louis-Philippe qu'ils frappaient tous les diplomates. Le jour où l'on apprit ce prétendu triomphe de la dynastie d'Orléans, Lamartine s'écria devant plusieurs hommes politiques : « La maison d'Orléans aura cessé de régner en France pour avoir voulu régner aussi en Espagne. Avant deux ans la révolution sera faite à Paris. »

XI.

L'Angleterre devait donc voir sans peine s'écrouler une dynastie qui après l'avoir flattée longtemps l'avait menacée une fois en Égypte et trompée une autre fois en Espagne. La République fut reçue sans répugnance à Londres. Les hommes d'État de l'Angleterre étaient assez impartiaux, assez sensés et assez versés dans l'histoire pour comprendre que cinquante ans de révolution, d'expérience, de liberté et de progrès dans la raison publique mettraient entre la nouvelle République et la République de 1793 la différence qu'il y a entre la raison et la colère, entre une explosion et une institution. Une nation comme la France ne porte dans sa révolution que ce qu'elle a dans sa nature. La République

du 24 février ne pouvait être que la France de la veille passée dans ses institutions du lendemain.

Or toute la question de paix ou de guerre pour la République se trouvait contenue dans les dispositions de l'Angleterre. Aucune coalition n'est possible si l'Angleterre ne la fomente pas. Elle tient à sa solde le continent dès qu'il est armé. Sans l'Angleterre toute guerre continentale n'est que partielle. Aucune guerre partielle ne peut inquiéter la France. la paix était donc possible. mais pour qu'elle fût certaine il fallait deux choses : respecter la Belgique dont l'indépendance était à la fois un intérêt anglais et un intérêt prussien ; et respecter l'Allemagne dont la violation par nous aurait armé l'Autriche alliée à l'Angleterre et adossée à la Russie.

Quant à l'Espagne la chute de la dynastie d'Orléans désintéressait à la fois la France et l'Angleterre de leurs prétentions rivales au delà des Pyrénées.

L'Italie ne remuait pas encore. Elle commençait seulement à demander à ses princes le premier degré de la liberté dans des institutions constitutionnelles et le premier degré de l'indépendance italique, dans une fédération de ces tronçons de nationalités entre eux.

Mais s'il était facile à des hommes d'État de comprendre cette situation de l'Europe et cette

heureuse coïncidence de la République avec des circonstances européennes qui permettaient de conserver la paix au continent, il était plus difficile de faire comprendre à une révolution jeune et bouillante de quelques jours qu'il fallait se contenir, se renfermer dans son foyer intérieur et briller de là sur l'horizon des peuples sans déborder et sans incendier à l'instant les autres États. Les traités de 1815 pesaient sur les souvenirs de la France. Les désastres de 1813, de 1814 et de 1815 étaient accumulés comme des remords de gloire dans le cœur des populations. La France si essentiellement militaire était non-seulement lasse mais humiliée de paix. La révolution semblait rouvrir d'elle-même les portes de la guerre. L'armée l'aspirait, le peuple la chantait, la surabondance de population oisive et active la motivait, la fraternité même pour la délivrance des nations opprimées semblait la sanctifier. la haine des républicains irréfléchis contre les trônes la passionnait. les hommes d'État violents la lançaient de leurs lèvres et de leur geste à la multitude. enfin les hommes d'État empiriques voyaient dans la guerre un expédient précieux à saisir pour élaguer la population alliée révolutionnaire des villes, pour faire une heureuse diversion aux agitations intérieures, et pour rejeter sur les frontières les brandons de ce foyer qui se dévoreraient eux-mêmes à l'intérieur si on ne les

déversait pas sur le continent. Les révolutions n'ont qu'une heure disaient-ils, il faut les saisir pendant qu'elles brûlent. quand elles sont éteintes on les étouffe du pied. Les révolutions folles n'ont qu'une heure en effet leur répondaient les hommes sensés du parti de la paix : mais les révolutions humaines, modérées, et réfléchies, ont des années et des siècles devant elles. Elles ne jouent pas le sort de la liberté et des progrès des peuples sur une carte dans un accès d'énergie souvent immorale, elles ne jouent qu'à coup sûr. et elles mettent de leur côté le droit, la raison, la justice de la cause, les peuples et Dieu.

XII.

Lamartine était convaincu de ces vérités. il était convaincu de plus que si la France attaquait la première, cette agression serait le prétexte et le signal inévitable d'une coalition des armées et d'une ligue de rois contre la République. il ne doutait pas que l'énergie accumulée de la France ne triomphât longtemps de cette coalition. mais l'histoire et le bon sens lui disaient que la guerre offensive d'un peuple contre tous les autres, finissait tôt ou tard par une invasion, même quand ce peuple avait les soldats de Napoléon pour armée, et la tête de Napoléon pour les conduire. La République

amenant l'invasion de la France reculait de cinquante ans la liberté. de plus (et c'était là surtout sa pensée), Lamartine savait par l'histoire et par la nature que toute guerre d'un seul peuple contre tous les autres est une guerre extrême et désespérée; que toute guerre extrême et désespérée exige dans la nation qui la supporte des efforts et des moyens de convulsion aussi extrêmes et aussi désespérés que cette guerre elle-même; que des efforts et des moyens de cette nature ne peuvent être employés que par un gouvernement extrême et désespéré aussi; et que ces moyens sont les impôts excessifs d'or et de sang, les emprunts forcés, les papiers-monnaies, les proscriptions, les tribunaux révolutionnaires et les échafauds. Inaugurer la République par un tel gouvernement c'était inaugurer la tyrannie au lieu de la liberté, le crime au lieu de la vertu publique, la ruine du peuple au lieu de son salut. Lamartine et ses collègues auraient plutôt donné leur tête à la révolution que de lui donner une goutte de sang.

Lamartine avait de plus une foi absolue dans la puissance de l'honnêteté et du droit en politique. Il savait que presque toutes les guerres n'étaient que des expiations des injustices des peuples entre eux. Il avait la persuasion que la justice et le respect de la république envers ses voisins seraient pour la France deux armées qui couvriraient mieux

les frontières que deux millions d'hommes, et qui propageraient plus l'idée démocratique que la flamme du canon. La France est aimée des peuples. L'attrait qu'elle inspire par son intelligence, son caractère et son génie est une de ses grandes forces dans le monde. La France désarmée est encore l'amour de l'univers. Changer ce prestige national d'amour et d'attraction en crainte et en horreur de ses armes, c'est défigurer la nation. La peur qu'elle inspire un moment ne vaut pas pour elle la puissance de sympathie dont Dieu l'a armée.

Il en est de même de la démocratie, qui allait faire une nouvelle épreuve de la puissance de contagion morale sur l'esprit des peuples. Lamartine avait le juste pressentiment que si la démocratie française était agressive, et que si elle se laissait dès le premier jour dénaturer par l'esprit de conquête ou confondre avec l'ambition nationale elle repousserait au lieu d'attirer. Le principe de nationalité domine chez les hommes le principe de liberté intérieure. Plutôt que de perdre leur nom et leur sol les peuples perdraient leurs institutions libérales. Les trônes les rallieraient contre la France à l'instant où les souverains pourraient leur montrer une baïonnette française envahissant sans droit leur territoire. D'ailleurs quelle était la nature de la révolution de Février, était-ce une révolution territoriale ou une révolution d'idées. C'était évidemment une